Initiatives ministérielles

Cela n'est toutefois pas suffisant. Notre économie tarde à sortir franchement de la récente récession. L'un des facteurs qui nous freine dans nos progrès est la faible croissance que connaissent tous les pays du G-7 qui sont nos partenaires commerciaux. Ces pays sont confrontés aux mêmes problèmes que nous.

Dans son exposé sur l'avenir économique du Canada, le ministre des Finances a réitéré et renforcé l'engagement du gouvernement de continuer à travailler à l'élargissement de nos marchés. L'importance que revêt un élargissement permanent de notre potentiel commercial sur la scène internationale a été l'un des thèmes marquants de l'exposé. J'aimerais m'attarder quelques minutes sur ce sujet.

Le commerce international est vital pour l'économie canadienne. Parmi les pays du G-7, c'est le Canada qui, après l'Allemagne, dépend le plus du commerce extérieur. Voyez-vous, monsieur le Président, le marché canadien est relativement petit. Si nous voulons que les Canadiens gardent le niveau de vie auquel ils se sont habitués, nous avons besoin du commerce international.

Le Canada exporte plus du quart de sa production intérieure, un emploi sur quatre dépend des exportations de notre pays. Les exportations créent des emplois et permettent aux entreprises de réduire leurs coûts de production tandis que les importations offrent aux consommateurs un large choix de biens et de services à bon marché.

L'une des manières de stimuler le commerce extérieur est d'améliorer l'accès aux marchés, dans le cadre de règles commerciales claires et équitables. Les barrières commerciales font beaucoup plus de mal au Canada qu'aux nations ayant un grand marché intérieur, et notre pays est également plus vulnérable à l'instabilité du contexte commercial. Ces problèmes ne peuvent être réglés que par la négociation d'accords commerciaux. Les accords commerciaux offrent des possibilités nouvelles aux entreprises désireuses de devenir compétitives à l'échelle mondiale en améliorant leurs produits et en réduisant leurs coûts. Les ententes prévoient également des mécanismes de règlement des différends, ce qui rend les relations commerciales plus sûres et plus stables.

L'importance du commerce extérieur pour le maintien et l'amélioration de notre bien-être a amené le Canada à se trouver en première ligne dans les efforts déployés pour libéraliser les échanges commerciaux dans le monde depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Dans le cadre d'une stratégie de libéralisation commerciale à deux volets, le Canada s'est efforcé de libéraliser

le commerce international par le biais de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le GATT, et par la conclusion d'accords commerciaux avec les partenaires régionaux.

Comme conséquence des négociations successives du GATT, les droits de douane sur nos importations ont été réduits et notre accès aux marchés extérieurs s'est amélioré. Depuis 1955, par exemple, les droits de douane canadiens sur les importations sont passés de plus de 10 p. 100 à moins de 4 p. 100 en 1990.

Le ministre a réitéré mercredi que le gouvernement travaillera à l'aboutissement de la série de négociations de l'Uruguay Round. La réussite de ces négociations se traduirait par d'importantes retombées pour le Canada et pour le reste du monde, et éviterait une escalade dans les conflits commerciaux coûteux.

Le Canada a également conclu des accords commerciaux régionaux conformes aux règles du GATT. La première entente importante a été le Pacte de l'automobile conclu en 1965 avec les États-Unis.

• (2040)

L'Accord de libre-échange canado-américain de 1989 s'est inscrit dans le droit fil de cette stratégie. Malgré la récession récente, l'ALÉ a été positif. Le Canada a sensiblement amélioré le volume et le solde de ses échanges commerciaux avec les États-Unis depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉ. Celui-ci a réduit tant les barrières tarifaires que les obstacles non tarifaires et instauré un mécanisme de règlement des différends, assurant ainsi un accès plus stable à notre grand marché d'exportation.

Les exportations du Canada aux États-Unis ont augmenté de 16 milliards de dollars depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange. L'ALÉ a également attiré plus d'investissements étrangers au Canada. Les investissements étrangers dans le secteur de la fabrication sont passés de 1,3 milliard en 1989 à 3,1 milliards en 1991.

L'investissement est tout aussi important que le commerce extérieur pour la prospérité du pays. Il accroît la production et la productivité et permet de créer plus d'emplois hautement qualifiés et bien rémunérés. L'ALÉ a aidé le Canada à attirer les investissements étrangers.

L'Accord de libre-échange nord-américain est une autre étape dans la stratégie permanente de libéralisation des échanges suivie par le Canada. Le ministre a rappelé notre engagement de faire ratifier l'ALÉNA.

La zone de libre-échange nord-américain sera la plus importante au monde, avec sa population de 361 millions de personnes et un produit intérieur brut de 7 milliards.